

Manifeste ALE 2004

Souveraineté, Justice sociale, Subsidiarité

Vers une Europe de la diversité

(1) Nous faisons campagne en vue de ces élections pour une meilleure représentation de nos pays en Europe. Nous travaillons sur deux fronts. Nos représentants s'engagent à proposer des politiques radicales et progressistes. Notre somme est attachée à l'amélioration des conditions sociales, à la qualité de vie et à la redistribution équitable des richesses. Nous soutenons également que le principe de développement durable constitue le moyen d'améliorer la qualité de vie de nos concitoyens dans un environnement sain. Notre idéologie correspond au désir de construire un monde meilleur pour les générations présentes et à venir. Mais le statut constitutionnel actuel de nos pays fait que nous n'atteignons pas le niveau de représentation dont jouissent d'autres pays en Europe. En conséquence, nous risquons d'être laissés à la traîne lorsque l'Europe prendra des décisions vitales qui affecteront notre avenir. Ce principe est contraire à la démocratie et nous travaillons à la réforme. C'est aussi la raison pour laquelle nous opérons aux échelons national et régional, en nous battant pour que les nations européennes sans État aient droit à une représentation juste à tout niveau de gouvernement.

(2) L'ère de l'État-nation est dépassée. Mais nous refusons que lui succède une UE monolithique dont les États les plus puissants détiendraient le pouvoir. Pour les nations d'Europe plus petites ou sans État, cette idée est tout aussi contraire à la démocratie que le principe précédemment énoncé. Le défi actuel consiste à obtenir une participation encore plus large de tous les peuples dans le processus politique. C'est au sein de parlements autonomes et par des politiques décentralisées que débutera naturellement notre croisade. Ils sont vivifiés par un

enthousiasme nouveau et une nouvelle confiance en soi. Ils ont un zèle juvénile et sont prêts à proposer de nouvelles initiatives et à assumer la responsabilité de nos avenir.

(3)L'Alliance libre européenne – le Parti démocratique des peuples d'Europe se bat depuis des décennies pour les droits des nations petites et sans État. La légitimité démocratique de notre cause empêche son blocage. Nous devons être pleinement représentés en Europe si nous voulons pleinement concrétiser nos droits historiques et améliorer les économies de nos pays. Nous avons déjà fait sentir notre présence dans les institutions européennes. Mais notre aptitude à obtenir le meilleur pour les peuples des nations sans État d'Europe dépend de la taille de notre force politique et bien sûr du soutien que nous recevrons aux élections. Aucun des grands partis européens (conservateurs, socialistes ou libéraux) ne défend les nations sans État d'Europe – ils veulent repousser nos nations à la périphérie de l'Europe et cela ne suffit pas.

(4)L'ALE se compose des nations sans État et des entités territoriales possédant un fort sentiment d'identité et voulant obtenir un juste droit à la parole en Europe. Les partis membres de notre groupe sont les suivants: *Bloque Nacionalista Galego, Esquerra Republicana de Catalunya, Eusko Alkartasuna, Fryske Nasjonale Partij, Libertà Emiliana-Nazione Emilia, Liga Fronte Veneto, Ligue Savoisiennne, Mebbyon Kernow, Mouvement Région Savoie, Partei der Deutschsprachigen Belgier, Partido Andalucista, Partit Occitan, Partito Sardo d'Azione, Partitu di a Nazione Corsa (PNC), Plaid Cymru, Rainbow-Vinozhito, Scottish National Party, Silesian Autonomy Movement (Ruch Autonomii Slaska), Slovenska Skupnost, Spirit, Union Démocratique Bretonne, Union du Peuple Alsacien, Union für Südtirol, Union Valdôtaine, Unitat Catalana (Partis observateurs: Partido Nacionalista Vasco, Partit Socialista de Mallorca-Entesa Nacionalista, Moravian Democratic Party, Transilvanian Party, Hungarian Federalist Party, Lithuanian Polish People's Party, Chunta Aragonésista)*

(5)Au cours de la législature 1999-2004, nos 9 députés ont travaillé dur au Parlement européen (Écossais, Gallois, Flamands, Basques, Galiciens, Catalans et Andalous). Notre alliance avec les Verts a fait de nous le quatrième groupe du Parlement par la taille.

(6) Grâce à vos voix, nous pourrions continuer à soutenir au Parlement européen les questions cruciales suivantes:

(a)- Les institutions européennes devraient être simplifiées et démocratisées en une structure bicamérale: le Parlement européen (composé des partis politiques) et le Sénat des Peuples (une nouvelle chambre représentant les États, les nations sans État, les peuples, les régions, et tous ceux qui se sentent la maturité de gérer leurs propres affaires en Europe). Ce sénat, successeur du Conseil, légiférerait en codécision avec le PE. Ce dernier nommerait la Commission et aurait le pouvoir d'initier des procédures d'empêchement. Cette structure faciliterait le processus d'élargissement interne par le biais de l'autodétermination. L'ALE soutient une participation complète de nos gouvernements décentralisés au Conseil de ministres. Nos pays devraient également se voir garantir l'accès à la Cour de Justice.

(b)- Pluralisme constitutionnel. Les différents niveaux de gouvernement, à savoir l'UE, les États, les pays autonomes, les villes, etc., auraient différents domaines de compétence avec une coopération égale et sans hiérarchie. Ce serait une Confédération des peuples, un réseau de gouvernance.

(c)- Toutes les langues ont le droit d'être parlées au PE.

(d)- Le contrôle et la gestion des fonds structurels seraient octroyés aux régions.

(e)- La liberté de développer une coopération interrégionale et transfrontalière sans la tutelle de l'État. Développement des eurorégions.

(f)- Le bien-être social des citoyens doit sous-tendre toutes les politiques européennes. La gestion de l'économie devrait permettre un bien-être social plus vaste. L'ALE promeut l'État-providence et considère qu'il est nécessaire que l'UE établisse des normes fondamentales en termes de droits sociaux telles qu'un logement décent pour tous et un revenu minimum.

(g)- Le plein emploi et la reconquête des droits des travailleurs que le néolibéralisme de Thatcher à Blair-Berlusconi-Aznar a réduits.

(h)- Des droits égaux et la fin de la discrimination fondée sur la race, le sexe ou l'orientation sexuelle.

(i)- Un changement radical dans la PAC. Ce sont les gros producteurs agricoles qui engloutissent la plupart du budget de l'UE. Les fonds européens devraient être alloués aux petits producteurs, aux exploitations familiales et aux communautés vivant de la pêche afin d'assurer la vitalité et l'avenir des communautés rurales. L'agriculture durable et les exploitations extensives fleuriraient, annihilant ainsi les menaces actuelles qui planent sur la qualité de l'alimentation.

(j)- En termes de protection de l'environnement, nous soutenons le principe du pollueur-payeur. En ce qui concerne l'eau, l'avenir se trouve dans la rationalisation de son utilisation tout en évitant de rompre le cycle naturel de cette ressource vitale. Il est temps de mettre progressivement fin à l'énergie nucléaire. Elle est dangereuse et suit le schéma

centralisé de création et distribution. Investir dans des sources d'énergies renouvelables améliorera notre environnement et donnera un élan positif aux économies locales qui contrôlent leurs propres ressources.

(k)- Nous sommes en faveur d'une politique étrangère commune pour l'UE. La sécurité, la défense et la diplomatie doivent être rassemblées en un seul organe européen qui agirait pour un monde multipolaire ligué contre la guerre.

(l)- Nous soutenons le rôle de maintien de la paix joué par l'Union européenne lorsque des conflits éclatent à l'intérieur de ses frontières.

(m)- Nous demandons davantage de transparence et d'ouverture dans la conduite des affaires européennes. Nous sommes en faveur d'une étude sur le soutien à la démocratie participative dans laquelle le citoyen peut davantage contribuer aux politiques européennes. La première étape consiste à améliorer la transparence de l'information fournie par l'UE (transparence informative).

(7) Nous partageons la vision d'une Europe harmonieuse faite de la diversité des peuples s'entraînant dans la coopération. Nous voulons protéger la richesse de notre diversité tout en profitant de ce qu'une Union élargie peut nous offrir. La subsidiarité, qui rapproche le citoyen du processus décisionnel, est l'instrument politique pour y parvenir. Une répartition juste et flexible des responsabilités est nécessaire sous la bannière commune de la souveraineté partagée. Le moyen d'y arriver se trouve dans la construction d'un système interconnecté où chacun a son mot

à dire. Nous prônons des relations bilatérales de coopération efficaces entre l'UE et les États et entités autonomes dans le respect du principe d'autodétermination.

(8) Il existe une série de documents, manifestes et déclarations (Bastia, Bruxelles) qui détaillent la position de l'ALE sur toutes ces questions. Notre priorité est de défendre les droits des citoyens européens à déterminer leur propre avenir et à vivre dans une société pacifique, démocratique et variée. Nous sommes prêts à entendre vos idées sur notre travail.

I – L'Europe de la diversité

(Une Europe multiculturelle des peuples, langues et identité)

(9) L'Union européenne doit intégrer, au sein de son cadre institutionnel, la réalité des entités territoriales dotées de pouvoirs politiques et législatifs. Être un État ne peut pas être la seule condition en vue de la reconnaissance d'une représentation politique au niveau européen. Le processus de l'élargissement ne fera que renforcer cette contradiction, avec l'adhésion à l'Union européenne de plus de dix nouveaux États membres, de petite taille pour la plupart. Si la seule garantie d'existence politique au niveau européen est "le fait d'être un État", les nations sans État n'auront guère d'autre possibilité que de devenir un État indépendant dans le cadre de l'Union européenne si elles veulent être reconnues au niveau européen.

(10) L'Union européenne doit reconnaître et mettre en pratique le concept de "l'unité dans la diversité", respecter la réalité de ses différents peuples et surtout celle des nations et régions sans État, mais dotées d'une langue, d'une histoire, de caractéristiques économiques et sociales et d'aspirations politiques qui leur sont propres. L'Union européenne doit surmonter cet esprit jacobin et ces pratiques étatiques qui prédominent toujours dans l'arène politique européenne.

(11) Une plus grande reconnaissance de la diversité linguistique des nations et régions sans État est essentielle en vue de respecter pleinement toutes les langues qui ne sont pas des langues officielles. Ce qui implique, essentiellement, que l'Union européenne accepte les diverses langues déjà reconnues officiellement par les États membres et leurs nations ou régions locales au même titre que les langues officielles de l'Union. Les politiques de l'Union européenne

doivent également respecter la diversité culturelle de la télévision et de la radio dans les nations sans État.

II – Citoyen, vous avez la parole !

(Démocratie, dimension sociale, droits)

Renforcer la démocratie

(12) Nous sommes résolument en faveur d'une démocratie parlementaire qui doit fournir les moyens nécessaires à l'expression de toutes les opinions au sein de notre société. Les citoyens doivent pouvoir élire au suffrage universel et à bulletin secret des représentants légitimes qui les représenteront au cours de la législature.

(13) Nous rejetons toute forme d'agression ou de violence comme moyen d'imposer un ensemble de valeurs. Nous préconisons activement la résolution non violente des conflits.

Nouvelles formes de participation populaire

(14) Le système démocratique classique souffre toutefois de limites qui entravent souvent la liberté d'expression et de participation du citoyen. C'est pourquoi nous proposons les mesures suivantes pour accroître la participation populaire:

- 1-Encourager les formes directes de participation en plus des élections de représentants aux assemblées législatives: référendums, assemblées, etc.
- 2-Promouvoir l'implication des citoyens à tout niveau, au-delà des élections.
- 3-Développer des systèmes éducatifs qui encouragent l'intérêt populaire concernant les affaires publiques.
- 4-Mettre les activités des groupes de pression et des lobbies sous contrôle: leurs motivations économiques peuvent aller à l'encontre du mandat accordé par les citoyens.
- 5-Assurer que les médias, et particulièrement ceux du service public, sont ouverts et reflètent la pluralité de notre société.
- 6-Promouvoir des systèmes électoraux qui favorisent l'implication et qui garantissent que les parlements sont aussi représentatifs que possible.
- 7-Accès direct aux informations pour toutes les initiatives prises par les citoyens concernant les discussions européennes.
- 8-Reconnaître l'importance des ONG, des organisations et de la société civile dans la préparation de législations.

Contre la discrimination

(15) Nous mènerons de tout cœur une campagne active pour sauvegarder les droits des citoyens et prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, la race, l'appartenance ethnique, les

croyances religieuses, l'opinion, l'orientation sexuelle, l'origine géographique et toute autre raison. Nous travaillerons pour la tolérance et nous promouvrons le respect maximal des droits de l'homme, dont le respect des droits des minorités historiques et des nations constitue une part essentielle.

Le modèle social européen

(16)Le modèle social européen doit être renforcé pour devenir la clé de voûte du modèle de société européen basé sur la solidarité: le plein emploi et des emplois de qualité dans des environnements de travail sains et sûrs avec accès aux services universels d'intérêt général. Ce modèle vise à atteindre l'équilibre entre le développement économique dynamique et durable en termes d'environnement, le plein emploi, la protection sociale et la justice sociale comme il en a été décidé à Lisbonne et Göteborg ainsi que l'égalité entre hommes et femmes.

Pour un Pacte de stabilité sociale

(17)Afin de parvenir au plein emploi et à l'emploi de qualité et afin de garantir un haut degré de protection sociale et de sécurité sociale et pas seulement en paroles, nous devons lier les objectifs quantitatifs et qualitatifs entre eux pour qu'ils fassent l'objet d'un accord à l'échelon européen. **Le Pacte de stabilité sociale** – un pacte pour le plein emploi, le bien-être social, l'équité sociale et la durabilité écologique qui serait mis en œuvre combiné à la "méthode de coordination" pourrait être une solution. Nous sommes partisans de l'idée d'une participation nationale en fonction du PIB au partage des dépenses de l'État-providence et des services sociaux.

Pour un monde en paix

(18)Nous promouvons une mondialisation différente afin que nous puissions jouer un rôle plus uni et plus actif dans la résolution de conflits armés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de l'Europe. Les conflits de notre planète sont nourris par un accès inégal pour des milliards de personnes pauvres.

(19)La prévention de conflits et la paix durable exigent un commerce mondial et un développement durable plus équitablement équilibrés. L'UE doit se placer du côté des pays en développement dans les négociations de l'OMC.

(20)Un code de conduite obligatoire pour le commerce des armes et l'exploitation des ressources par les sociétés multinationales à l'échelon européen serait la pierre angulaire d'un monde plus juste et pacifique.

(21)L'éradication de la pauvreté doit constituer l'une des principales priorités pour les cinq premières années de ce millénaire.

III – Pour une Constitution européenne

Vers une Europe des peuples et des nations

(22)L'Union européenne a jusqu'ici été exclusivement basée sur les États membres qui font preuve d'une extrême réticence à céder leur souveraineté à un organe politique européen. En outre,

les différences majeures entre les États membres en termes de taille et de population ne facilitent pas une coordination efficace entre eux.

(23) Les organes administratifs subordonnés au gouvernement de l'État ont toujours été mis sur la touche en tant que témoins muets.

(24) Nous recherchons une Europe des peuples et des nations dans laquelle chaque communauté naturelle devient une unité de base dans le processus d'intégration européenne, fondée sur la pleine reconnaissance de ses droits historiques collectifs et avec les structures internes qu'elle décidera d'adopter conformément à l'application de son droit à l'autodétermination. C'est dans ce sens que les droits collectifs seront garantis.

(25) En dépit du fait que, selon la position de l'ALE-PDPE, le processus actuel de l'unité européenne est inadéquat, le parti exprime son souhait de travailler avec les institutions existantes pour influencer, participer et utiliser toutes les opportunités données à notre travail afin de pousser l'Union européenne dans la direction souhaitée.

(26) Notre priorité est de travailler pour garantir aux différents peuples un rôle décisif dans l'intégration européenne et de combattre le déficit démocratique des institutions sur les fondements suivants:

- * Encourager et améliorer le rôle des nations et régions internes au sein des institutions. Nous demanderons leur représentation au Conseil de ministres.
- * Appliquer minutieusement le principe de subsidiarité, en ce sens que ce qui peut être fait par un organe inférieur ne devrait pas être fait par une instance supérieure
- * Faciliter autant que possible la coopération inter-territoriale et transfrontalière entre les différents pays de l'Union, dont les frontières sont le fruit de l'histoire et ne reflètent pas nécessairement les liens naturels, économiques ou culturels qui les lient entre eux.
- * Se diriger vers un système électoral unique pour le Parlement européen à travers l'Union qui respecterait la proportionnalité et la représentation directe des peuples et des nations.

Pour une constitution européenne

(27) L'Alliance libre européenne soutient l'idée d'une constitution pour l'Union européenne. Un tel outil est essentiel pour que les citoyens réalisent une forme démocratique et transparente d'autonomie dans l'Union, en respectant les droits de l'homme (dont le droit à l'autodétermination) et le principe de subsidiarité, en s'assurant que les décisions sont prises au plus près des citoyens concernés.

(28) D'un point de vue démocratique, le projet de constitution présenté par la Convention européenne représente un réel progrès dans l'enchevêtrement actuel des traités qui régissent l'Union et ses compétences. Nous saluons particulièrement l'inclusion d'une Charte des droits fondamentaux dans la Constitution. Le fait que la conférence intergouvernementale n'ait pas adopté le texte proposé par la Convention constitue un sérieux revers à la reconstruction plus sensée de l'Union.

(29) Mais il y a des défauts inévitables même dans le projet de constitution. Les nations sans État, même celles disposant de structures autonomes internes conséquentes au sein des États

membres, n'ont eu que des occasions très limitées de contribuer à la Convention. Cet état de fait se reflète dans l'issue de la Convention et différents partis membres de notre famille politique traitent les problèmes qui en découlent de manière appropriée à leurs intérêts locaux et nationaux vitaux.

IV – Une planète plus sûre pour nos enfants

(30) Qu'elle soit culturelle, linguistique ou encore écologique, la durabilité occupe une place de choix dans les objectifs de notre groupe. Nous souhaitons construire des communautés durables au sein d'une Europe durable.

(31) Notre groupe est actif dans de nombreux aspects de la politique écologique tels que la campagne pour des zones et régions sans OGM et pour une législation rigoureuse relative à l'étiquetage et à la traçabilité. Près de 90% de la population européenne sont contre les OGM. Il ne s'agit donc pas seulement d'une question de sécurité alimentaire mais aussi du choix démocratique de ce que l'on veut manger et des droits des citoyens à faire valoir sur le profit. Nous soutenons une agriculture durable et souhaitons permettre aux agriculteurs de produire les meilleurs produits, dans l'intérêt des marchés locaux. Nous sommes partisans d'un développement durable dans lequel nous pourrions subvenir à nos besoins sans mettre en danger la capacité des générations futures à en faire autant.

(32) La lutte contre le changement climatique témoigne concrètement du rôle d'avant-garde que peut jouer l'Europe. Outre ses implications pour l'avenir des politiques européennes dans le secteur de l'énergie et des transports, la campagne contre le réchauffement planétaire a des répercussions politiques bien plus vastes. C'est ainsi que la dépendance de l'économie américaine vis-à-vis des combustibles fossiles a fait du contrôle des ressources d'énergie, et notamment des puits de pétrole, un élément déterminant dans l'intervention des attaques militaires américaines en Irak. Et l'Europe continue de jouer un rôle de premier plan pour la mise en œuvre du protocole de Kyoto sans les États-Unis d'Amérique, principal émetteur de CO₂, qui ont refusé de le ratifier.

(33) S'agissant de l'énergie nucléaire (Euratom), notre groupe parlementaire est le seul groupe politique à avoir adopté une attitude antinucléaire claire et unanime. Nous souhaitons la suppression progressive de l'énergie nucléaire en Europe. Les économies d'énergie, les énergies renouvelables et l'utilisation efficace de l'énergie constituent l'avenir de la société européenne.

(34) Avec 1.2 milliards de personnes survivant avec moins d'un euro par jour à l'échelle de la planète, nous sommes tenus d'atteindre les huit objectifs du Millénaire des Nations Unies et de respecter les engagements de Johannesburg. Il est indispensable de lutter contre la pauvreté

et la famine, d'offrir à tous un niveau primaire d'éducation, de renforcer l'autonomie des femmes et de permettre l'accès aux soins de santé si nous voulons instaurer la paix et la justice.